

Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

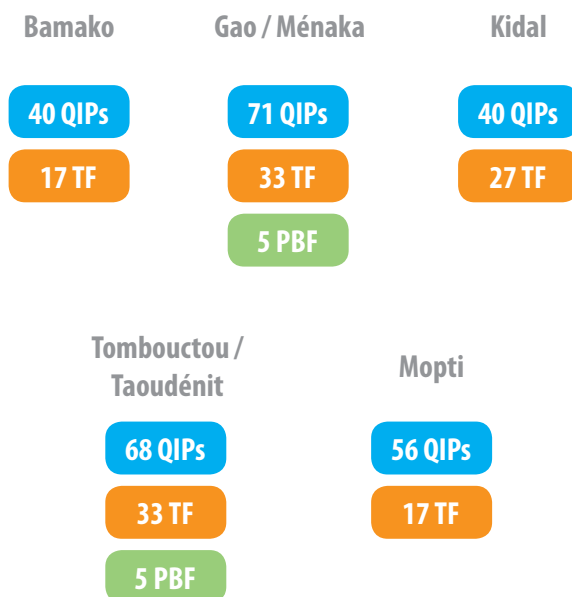
Pour plus d'informations :

Gabriel Gelin, Spécialiste de l'Information (section S&R) - gelin@un.org

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 avril 2017



Faits saillants

- Atelier de lancement de la plateforme en ligne SynergieNord
- Délégations de haut niveau à Kidal et Ménaka
- QIPs : réhabilitation de la maison des Anciens Combattants de Gao et création d'une ferme agricole pour les jeunes à Gao
- Fonds Fiduciaires : nouveau poste de contrôle des FAMA à Tombouctou, lampadaires solaires dans les régions de Gao et Mopti
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 221 projets finalisés et 54 en cours sur un budget de 11,9 millions USD (275 projets au total depuis 2013)

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 5 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de 12.106.353 USD (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 24 projets finalisés et 58 projets en cours sur 86 projets approuvés pour un coût de 22.733.835 USD sur un budget de 31.330.367 USD (contributeurs : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO)

Secteurs

QIPs *Projets à impact rapide*

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF *Fonds Fiduciaire*

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / Cantonnement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / Contrôle des frontières / Réhabilitation et réintégration des prisonniers / Contrôle des armes / Sécurité / Santé / Electricité / Responsabilité internationale / Eau et Assainissement / Cohésion sociale / Education / Relèvement économique

PBF *Fonds pour la Consolidation de la Paix*

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonnement

Coordination des bailleurs et partenariats

1. Le 5 avril, une **délégation de l'Union Européenne était en visite à Ménaka**, menée par le Représentant Spécial de l'UE pour le Sahel, avec l'Ambassadeur de l'UE pour le Mali, le Gouverneur et le Président de l'Autorité Intérimaire, réaffirmant l'engagement de l'UE à soutenir la nouvelle région et la restauration de l'Autorité de l'Etat. Durant la visite, le Gouverneur a présenté les priorités pour la région, dont la sécurité, la réhabilitation du système de distribution d'eau de la ville de Ménaka, les infrastructures routières, la santé et l'éducation. Le Gouvernorat a établi des besoins sectoriels spécifiques par Cercle, ce qui aidera le Président de l'Autorité Intérimaire à dresser un plan d'actions prioritaires et élaborer un Plan Régional de Stabilisation et Relèvement pour Ménaka.

3. Le 28 avril, les deux co-chefs de file de la Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit (CRZPC), France et MINUSMA, ont organisé avec les représentants du Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MSAH) et de l'Agence de Développement du Nord Mali (ADNM) un **atelier de lancement de la plateforme SynergieNord à Bamako**. L'atelier a été soutenu par le Pool Technique des PTF qui a fourni un appui technique et logistique. La base de données référencera à terme l'appui des bailleurs dans les domaines de l'humanitaire et du développement dans les régions du nord du pays. A pris part à cet

2. Le 21 avril, la section Stabilisation et Relèvement a participé à une **réunion/consultation sur les interventions dans les régions centrales (Ségou/Mopti) dans le cadre de la Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflit (CRZPC)** avec une large représentation de bailleurs : Allemagne, Union Européenne-ECHO, Suisse, France et AFD (Agence Française de Développement), Suède, Belgique, Luxembourg, Canada, Danemark ; et des organisations internationales : PNUD, PAM, UNICEF, FAO, OMS, Banque Mondiale, LuxDev, USAID. Afin de renforcer la coordination, la réunion a visé à cartographier les interventions en cours

des PTF, et à définir un mode opératoire pour la mise en œuvre des activités dans les régions centrales du Mali en lien à la récente instabilité. Les partenaires impliqués dans l'assistance, le relèvement et l'aide au développement ont convenu de la nécessité d'intensifier la mise en œuvre et la collaboration avec les services publics pour pallier aux défis socio-économiques. Notamment dans le secteur de la stabilisation et de la sécurité, et plus particulièrement à travers le Plan de Stabilisation Intégré pour la Sécurisation du Centre (PSIRC), cadre propice à une meilleure coordination civilo-militaire avec les Forces de Défense et de Sécurité Maliennes dans la région.



atelier une délégation de haut niveau composée de ministres maliens ainsi que d'ambassadeurs et chefs de délégations et d'agences NU. Mme Mbaranga Gasarabwe dans son mandat de Coordinatrice Résidente et Coordinatrice Humanitaire a participé à la session d'ouverture. Ce fut l'opportunité de rappeler l'approche du MSAH

et de l'ADNM en lien à la reconstruction du nord tel qu'envisagée dans le cadre de l'Accord de Paix. Les participants ont regroupé des responsables du Gouvernement, d'ONGs et d'agences NU ainsi que des bailleurs et ont été briefés sur l'utilisation et la mise à jour de l'outil en ligne durant une session interactive de formation. ▲

Culture

1. Revivez en images le crépissage de la **mosquée Djingareyber** de Tombouctou, ayant eu lieu en février dernier : https://youtu.be/ww4QZ1K_Xy8 ►

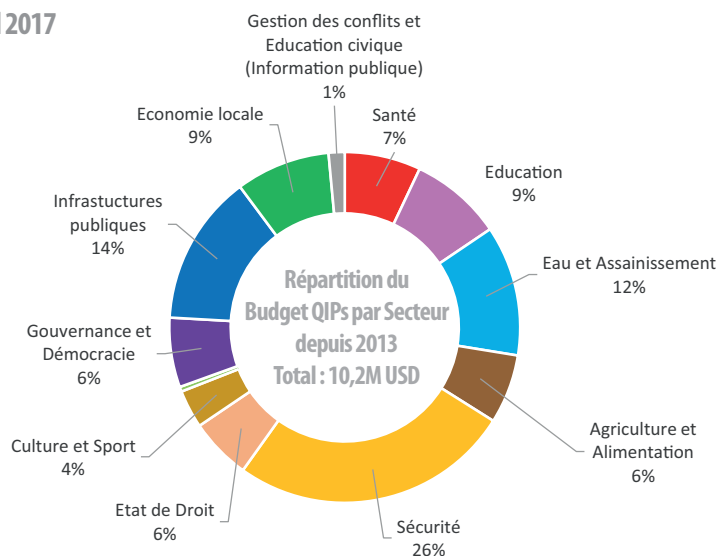


Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars US et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la formation et

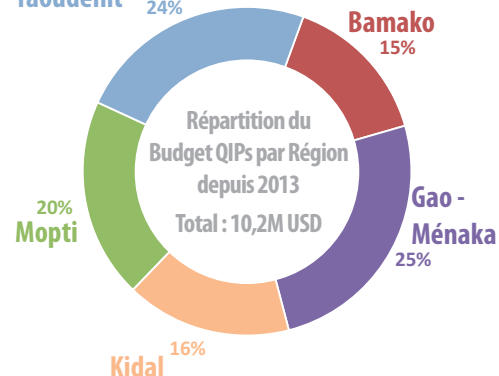
la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Au 30 avril 2017



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

1. A Gao, deux Projets à impact rapide ont été remis fin avril aux autorités locales et bénéficiaires, dont la **réhabilitation de la maison des Anciens Combattants de Gao** (sponsorisée par la Force onusienne pour 42.592,35 USD) et la **création d'une ferme agricole pour les jeunes dans le quartier Gadeye** (sponsorisée par la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA pour 43.339,50 USD). Le premier projet va améliorer la qualité des services et les locaux bénéficiant à 346 vétérans, alors que la seconde initiative va renforcer la résilience de 45 jeunes à risque à travers l'aménagement de 4900m² de jardin potager, avec un nouveau forage, un poulailler et un espace de pisciculture, générant déjà des récoltes satisfaisantes.

Pour plus d'informations :

<http://bit.ly/2psTsm4>

<http://bit.ly/2phxTQQ> ◀



Projets récemment approuvés

1. Appui à la reconstitution des cheptels au profit des femmes vulnérables de l'Association Tihousséy (Région de Kidal)

Le projet vise à contribuer au relèvement socio-économique de ménages affectés par la crise, l'insécurité et la sécheresse récurrente. Il comprend l'achat, le traitement et la distribution de 600 têtes de caprins à destination de 90 femmes vulnérables et dans le besoin de reconstituer leur capital cheptel dans 9 localités de la région.

Partenaire d'exécution : Association TIHOUSSEY
Sponsor MINUSMA : Division des Affaires Politiques

Budget : 33.429,67 USD

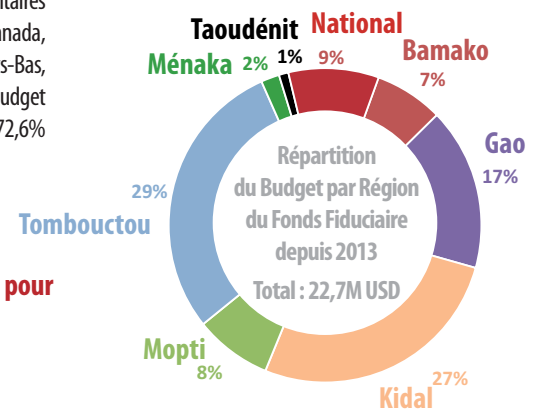
2. Appui à la réhabilitation et à l'équipement du Centre de Santé Communautaire d'Etambar (2 projets - Région de Kidal)

L'objectif de ces projets est de réhabiliter et équiper le CSCOM d'Etambar et de combler un déficit des infrastructures sanitaires dans la ville de Kidal, en particulier dans ce quartier qui ne dispose pas de structure fonctionnelle. Ceci contribuera plus globalement à la réduction des taux de morbidité et de mortalité liées aux maladies fréquentes qui touchent la population locale.

Partenaire d'exécution : IEDA-Relief
Sponsor MINUSMA : Division des Affaires Civiles
Budget : 93.796,30 USD

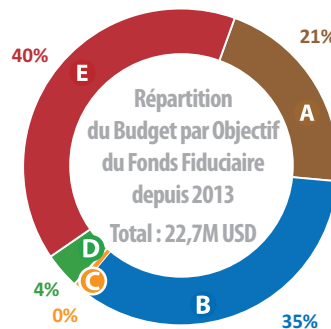
Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 31,3 millions USD, dont 72,6% sont alloués aux projets existants.



Au 30 mars 2017

E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Faits marquants du mois

1. Le 6 avril, en présence de la Représentante de l'Ambassade de Norvège, S&R a assisté à la **cérémonie d'ouverture de la formation des Autorités Intérimaires à Bamako**. Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et le Représentant spécial adjoint du secrétaire général en charge des affaires politiques ont tous deux félicité les efforts conjoints du Gouvernement du Mali, de la MINUSMA et de l'Equipe Pays NU afin d'installer et former les Autorités Intérimaires, ce qui constitue un pas important dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix. Cette formation de 4 jours est prévue dans le cadre d'un projet du Fonds Fiduciaire en soutien aux Autorités Intérimaires, financé par la contribution de la Norvège pour un budget de 376.023 USD.

4. Fin avril, **36 lampadaires solaires ont été installés à Youwarou** (région de Mopti) dans le cadre d'un projet du Fonds Fiduciaire financé sous la contribution du Danemark pour 201.169 USD (envisageant également l'installation de 36 lampadaires à Tenenkou ultérieurement). La population locale a déjà fait part de retours très positifs sur les bénéfices directs de l'initiative, dont une sécurité accrue et les activités socio-économiques rendues possibles le soir. Le partenaire d'exécution, NIS Foundation, avait mis en place 72 lampadaires solaires à Bourem et Bamba (région de Gao) avec des réactions tout aussi positives des résidents, dans le cadre d'un autre projet du Fonds Fiduciaire (financé sous la contribution du Danemark pour 200.000 USD). Les cérémonies de remise de ces projets vont se tenir dans les semaines à venir.

2. La composante militaire de la MINUSMA dans la région de Tombouctou a remis aux Forces Armées Maliennes (FAMA) le 11 avril le **deuxième poste de contrôle** renforcé par la mission onusienne. Positionné au Nord-Ouest de l'entrée de Tombouctou, ce poste de contrôle fait partie d'un projet qui prévoit le renforcement de 6 postes au total. La Norvège contribue au financement à hauteur de 206.624 USD, à travers le Fonds Fiduciaire. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2oTy9SA>



5. Le 19 avril, la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires (SAJP) de la MINUSMA, en collaboration avec l'Union des radiodiffusions et télévisions libres (URTEL) du Mali, a **sensibilisé une vingtaine de journalistes et animateurs radio sur leur rôle dans l'accès des populations à l'information et à la justice**. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la chaîne pénale à Gao, financé par le Royaume des Pays-Bas à travers le Fonds fiduciaire en appui à la paix et à la sécurité au Mali. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2oK8P6d>

3. Le 13 avril, la **RSAG/CR/CH a mené une délégation de haut niveau à Kidal en présence des Ambassadeurs du Canada et des Pays-Bas et de représentants de la France, l'Allemagne et de l'Equipe Pays des Nations Unies**. La délégation a visité deux projets financés au travers de la contribution du Danemark au Fonds Fiduciaire, la fourniture de 95 lampadaires solaires et la réhabilitation et l'équipement de 7 écoles dans la région de Kidal, et un projet financé sous la contribution des Pays-Bas pour la réhabilitation du barrage d'Intikoi. De plus, le financement de la 2nde phase de la construction du barrage d'Etambar a été annoncé par le Canada. La visite fut l'opportunité pour la MINUSMA et l'Equipe Pays NU de réaffirmer leur engagement à soutenir la région de Kidal. La délégation a aussi rencontré le Président de l'Autorité Intérimaire tout en saluant leur établissement dans la région. En rencontrant des représentants de la société civile, la RSAG/CR/CH a souligné son rôle important dans le renforcement de la cohésion sociale, la stabilisation et le relèvement de la région. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2psU1Gq>

6. Le 25 avril, **un forage a été officiellement remis aux communautés locales de Teherdje**, région de Tombouctou, en présence du Président de l'Autorité Intérimaire, du Gouverneur de Tombouctou, ainsi que de représentants du HCR et du PAM, dans le cadre d'un projet du Fonds Fiduciaire financé sous la contribution du Danemark pour 83.028 USD. La MINUSMA a saisi cette occasion pour aussi remettre 20 kits solaires à l'école et au Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de la localité, également financés par le Danemark. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2psLyCW>

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (*PBSO*) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 12,4 millions USD dont 12,1 sont alloués à 5 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0,3 millions USD restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.

Au 30 février 2017



1

Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF

L'agence et ses partenaires mettent en oeuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



2

Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



3

Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.



4

Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



5

Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.

